

L'insécurité dans la plaine de la Ruzizi hier et aujourd'hui : Repenser les perspectives de paix.

Prof. Dr. MUZALIA KIHANGU Godefroid

Groupe d'Etudes sur les Conflits et la Sécurité Humaine

CERUKI-ISP/Bukavu

Depuis le déclenchement, en 1996, du cycle de guerres en RDC à partir de l'ex-Kivu, la situation sécuritaire dans cette zone est très fragile : *une instabilité stable* selon l'expression de Judith Verweijen (2016a). Si les milieux ruraux connaissent un recyclage permanent des rebelles (Vogel, C. et J. Musamba 2016), les villes et leurs périphéries vivent un contexte quasi terroriste caractérisé par des braquages, des assassinats ciblés, cambriolages nocturnes, des kidnappings diurnes et nocturnes, etc. La plaine de la Ruzizi offre un tableau très particulier à ce sujet. En effet, un rapport du Groupe d'Etudes sur le Congo publié en 2015 note que cette zone enregistre à ce moment-là le plus grand nombre de groupes armés au Congo : une bonne quinzaine (K. Stearms, J. et C. Vogel : 2015).

Trois dynamiques de violence et d'insécurité s'enracinent dans la plaine de la Ruzizi. La première a pour théâtre la *route nationale numéro 5*, surnommée la *route de la mort*. Des *hommes en uniformes militaires non autrement identifiés* y mènent chaque semaine des opérations de rapine très meurtrières. Les agences de voyage¹ qui opèrent sur cet axe routier voient leurs bus braqués, les passagers terrorisés, déshabillés et leurs biens systématiquement pillés. La deuxième a trait à une criminalité locale de nature perpétrée par les gangs dits « milices communautaires ». Elle est caractérisée par les assassinats ciblés et la destruction méchante des biens (champs, bétails, villages...). La troisième enfin est portée d'une criminalité transfrontalière attribuable aux milices étrangères et à leurs alliés dans la région.

Jadis un espace transnational d'opportunités, la plaine de la Ruzizi ne serait-elle pas devenue un *glacis protecteur* pour les voisins de la RDC ? Un espace où les impératifs sécuritaires complexes ont contribué à inhiber toute l'initiative de développement impactant ainsi la sécurité humaine ? Reste-t-il des pistes de solution à explorer après l'échec plusieurs dynamiques de pacification (Dialogue intercommunautaire, Conférences régionales, opérations de DDR, opérations militaires etc.) ? Telles sont les questions principales auxquelles cet article voudrait proposer des réponses.

¹ Plusieurs agences de voyage privées assurent le transport en commun entre Bukavu et Uvira (*La Colombe, Omega Car, Aphacar express, Mapasa car, La Baleine...*). On peut les regrouper en trois groupes selon les itinéraires qu'elles suivent. Le premier emprunte la *National n° 5* à partir de Bukavu et atteint la plaine en passant par les escarpements de Ngomo. A partir de là, elle traverse la *zone rouge* jusqu'à Uvira. Le second évite les escarpements. Les bus passent par le Rwanda et commencent la zone insécurisée après avoir franchi la frontière de Bugarama à Kanyola. Le troisième groupe évite tout simplement la *National n°5*. Les bus passent par le Rwanda, puis le Burundi. Bujumbura est destination finale. Ceux qui vont à Uvira peuvent alors prendre un taxi jusqu'à la frontière congolaise de Kavimvira. C'est la route la plus sécurisée.

L'implication des acteurs non-étatiques locaux et étrangers dans les conflits violents et dans la provision de la sécurité, depuis la fin de la guerre froide (Balencie, J.M et A. De la Grange, 2005), a donné de nouvelles dimensions à la violence et à l'insécurité qu'elle occasionne. Cet article voudrait d'inscrire ce phénomène sur une *longue durée* pour mieux en saisir les différentes manifestations, évolutions et réponses proposées par les acteurs en présence suivant les différents contextes à travers le temps. La notion de sécurité est donc prise dans son sens large incluant la sécurité humaine. Celle-ci réfère entre autres à *la protection contre les menaces chroniques tels que la famine, la maladie et le répression (...)* et *protection contre tout événement brutal susceptible de perturber la vie quotidienne* ou de porter préjudice à son organisation dans les foyers, les lieux de travail ou au sein de la communauté (Lloyd, A. 2001). Il s'agit d'une approche axée sur les individus et leur sécurité et qui reconnaît que *la stabilité durable, non seulement des Etats, mais également des sociétés qu'ils représentent, est impossible tant que la sécurité humaine n'est pas garantie* (Kaldor, M., 2006).

Pour réaliser cet objectif, nous avons fait appel à la méthode de l'histoire immédiate tel que pensée par Benoit Verhaegen (1993) et particulièrement à une démarche anthropologique dans l'optique de Olivier de Sardan (2004). Une relecture de la conflictualité dans la plaine de la Ruzizi à partir des développements actuels de la situation a été nécessaire. Des entretiens semi directifs (à l'ide d'un guide d'entretien) ont été faites avec les chefs de agences de voyage et les usagers de la route nationale n°5 à Bukavu et à Uvira, mais aussi avec les agents de l'ordre basés à Kamanyola, à Sange et à Uvira. Enfin, les rapports des organisations de la société civile ont été exploités dans l'optique de trianguler avec les données recueillies sur terrain. La *plaine de la Ruzizi* quant à elle est abordée comme une *périphérie* d'un grand espace d'insécurité dont les foyers criminogènes importants sont situés dans les moyens et hauts plateaux du territoire d'Uvira et dans le territoire de Fizi.

Cet article compte quatre sections. La première présente la plaine de la Ruzizi comme un *espace d'opportunités transformé en théâtre de criminalité* ; un véritable carrefour de plusieurs dynamiques sociaux, économiques et politiques à la fois nationales et régionales aux intérêts divergeant et qui y participent à la configuration de la question sécuritaire. La deuxième décrit la trajectoire historique de l'insécurité dans cette zone. Une attention est accordée aux différents acteurs, étatiques et non étatiques, impliqués dans la question sécuritaire, leurs objectifs, leurs ressources, leurs stratégies ainsi que leurs modes opératoires. La troisième section accorde une attention particulière au contexte sécuritaire actuel. La quatrième, enfin, cogite sur les éventuelles pistes de solution.

Section 1. Plaine de la Ruzizi : un espace d'opportunités et un théâtre de criminalité

1.1. Brève description de zone

La plaine de la Ruzizi est un secteur du Grand rift occidental. Elle est située de part et d'autre de la rivière qui lui a donné son nom (Reekmans, M. 1980 : 42). Elle couvre une superficie de 175 000 hectares répartis entre le Burundi, le Rwanda et la République

Démocratique du Congo (Mambo, K. 2003). Au Burundi la plaine s'étend au secteur nord de l'Imbo. Elle est limitée par les parallèles 2°36' et 3°26' de latitude sud et par les méridiens 29°00' et 29°26' de longitude est (Reekmans, M. 1980 : 42). Superficie de 1025 km². La partie congolaise est limitée au Nord par la plaine de Bugarama (Rwanda), à l'Est par la plaine d'Imbo (Burundi), à l'Ouest par la chaîne de Mitumba et au Sud par le Lac Tanganyika. Elle couvre ainsi environs 80 000 hectares avec 80 kilomètres de longueur (Mambo, K. 2003). Enfin, la partie rwandaise, la plaine de *Bugarama*, est la plus petite. Elle compte 13 ha (MINETERE, 2007).

La rivière Ruzizi n'a jamais été une barrière pour les populations habitant les différentes portions de sa plaine naturelle. Bien au contraire, elle a toujours été un point de rencontre. L'eau et les terres fertiles y ont attiré, pendant des siècles, les peuples venant de plusieurs contrées de la région des Grands-Lacs : Les Bashi, les Balega, les Babebembe, les Banyindinyindu, les Bahavu, des Bavira, les Bafuliuro (du Sud-Kivu) et les Hutu, Tutsi et les Batwa du Burundi et du Rwanda voisins. C'est à juste titre que Koen Vlassenroot (2013 : 18) note que bien avant la création de l'Etat Libre du Congo par le roi Léopold II en 1885, plusieurs communautés d'immigrants s'étaient installées au Sud-Kivu. La plaine de la Ruzizi n'a échappé à cette dynamique.

S'agissant des rapports avec le Burundi et le Rwanda particulièrement, les données historiques attestent que la plaine de la Ruzizi a toujours été une *zone de transit* entre le Congo et la côte orientale de l'Afrique. Aussi, l'identification des communautés sur base d'un critère ethnique n'y était pas effective. A ce sujet Judith Verweijen écrit que : *pendant la période précoloniale, les communautés du territoire d'Uvira ne formaient pas des groupes clairement définis se caractérisant selon des termes principalement ethniques. D'ailleurs différents sous-groupes ou clans pouvaient se faire absorber par d'autres* (Verweijen, J. 2016). Abordant dans le même sens, Bosco Muchukiwa (2006 : 3) note que les Ba Fuliuro, Bavira, Barundi et Banyamulenge sont tous autochtones de ce qui est devenu le territoire d'Uvira.

La plaine pourrait ainsi être considérée comme un *espace de rencontre* et de cohabitation entre les populations venant des montagnes qui la surplombe et celles qui migraient d'un royaume à l'autre à suite des conflits internes. Déjà au 17^{ème} siècle, un vassal du roi Ntare du Burundi, monsieur Rugendeza Mututsi s'était installé aux abords du Lac Tanganyika et de la rivière Ruzizi, plus précisément à Kavimvira (Kingwengwe, 1980). Ce roi nourrissait les ambitions d'aller plus loin, au-delà de la chaîne de Mitumba. Les flux migratoires ultérieurs semblent avoir été pacifiques jusqu'au déclenchement des violences interethniques dans les contextes colonial et postcolonial². En effet, entre 1970 et 2015, le territoire d'Uvira a reçu

²En effet, la tradition orale rapporte l'histoire de l'implantation d'une dynastie Barundi (les Kinyoni) dans le futur Congo-Belge. A ce propos, la présence des premiers Kinyoni est signalée sous le règne du mwami Nyamugira. Ayant payé une redevance coutumière (une vache), le patriarche des Kinyoni reçut un domaine foncier à Luberizi et s'y installa. Cela ouvrit la plaine à d'autres Kinyoni qui migrèrent entre 1910 et 1920. Ce mouvement pacifique des populations du royaume du Burundi vers le Congo-Belge semble avoir été très permanent jusqu'à la première moitié des années 1960. Les populations entières ont probablement migré

plusieurs vagues des réfugiés Burundais et Rwandais fuyant les effets des conflits politico-militaires dans leurs pays respectifs³. Tout cela a participé à la structuration et à la consolidation du système de conflits qui se déploie dans cette partie du Sud-Kivu, et surtout à la militarisation des rapports sociaux avec toutes ses conséquences sur la sécurité humaine.

C'est durant la deuxième moitié des années 1990 que se complexifia progressivement le système de conflits encourus dans la plaine de la Ruzizi. L'assassinat du Président Burundais, Melchior Ndadaye, le 21 octobre 1993 (Lemarchand, R. 2004)⁴, puis l'intensification du génocide rwandais dès le 6 avril 1994, ses retombées et la prise du pouvoir au Rwanda par le Front Patriotique Rwandais au mois de juin de la même année, ont provoqué une vague supplémentaire des réfugiés Hutu Rwandais dans l'Est de la RDC en général, et dans plaine de la Ruzizi en particulier (Vlassenroot, K. 2001). La région prit très vite les allures de vastes *sanctuaires humanitaires* d'où devrait s'organiser des rebellions contre le Burundi et le Rwanda (Tressier, C. 2005). C'est cette situation qui déclencha le cycle de guerres en 1996.

Du point de vue de l'aménagement de l'espace, l'histoire, les années de guerre ainsi que les vagues successives de réfugiés ont contribué à changer la configuration sociale, économique et politique des *collectivités rurales de la plaine de la Ruzizi* comparativement à d'autres territoires ruraux du Sud-Kivu généralement enclavés (Shabunda par exemple). L'on est ici sur un *espace frontalier* abritant plusieurs *faubourgs ruraux* connectés aux quartiers périphériques de la cité d'Uvira en RDC, de Cibitoke au Burundi et Bugarama au Rwanda. La cité d'Uvira se présente elle-même comme une banlieue de la ville de Bujumbura avec laquelle elle entretient un commerce frontalier florissant. La plaine de la Ruzizi présente de ce fait une *personnalité rurale* très métissée qui fait cohabiter les dynamiques villageoises et les dynamiques urbaines sur un espace connecté à deux importants foyers d'insécurité : Les moyens et hauts plateaux des territoires d'Uvira et le territoire de Fizi.⁵

Le mot « faubourgs », ci-haut évoqué, ne devrait pas être pris avec sa signification médiévale désignant *les territoires qui se développaient aux portes des villes* (Faure, A. 2003), mais plutôt comme exprimant un processus plus ou moins chaotique de *rurbanisation*. Sans vouloir participer au débat théorique autour du concept *rurbanisation*, notons qu'il évoque globalement *la diffusion dans l'espace rural de formes d'habitations, d'infrastructures et d'activités en rapports avec le mode de vie urbaine* (Joshua, 2009). Mais à la différence des *banlieues classiques*, écrit Berger, M. et alii (1980), *l'espace rurbain se*

avec leurs bétails, et vont plus tard être surprises par les frontières coloniales, très loin de ce qu'ils considèrent être leurs terres coutumières. Les premières années des indépendances africaines ont accéléré cette dynamique.

³Lire Willame, J.C. (1997), Reyntjens, F. (2001), Vlassenroot, K. Et C. Huggins (2005). Lemarchand, R. (2012), Lemarchand, R. (1998).

⁴<https://journals.openedition.org/etudesafricaines/4685> (René Lemarchand, « La mémoire en rivale de l'histoire », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 173-174 | 2004, mis en ligne le 08 mars 2007, consulté le 04 décembre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/4685> ; DOI : 10.4000/etudesafricaines.4685

⁵Les moyens et hauts plateau des territoires d'Uvira et de Fizi constituent l'épicentre de l'insécurité chronique qui sévit aujourd'hui le Sud-Kivu. Plusieurs groupes armés y ont leurs *bases militaires*.

caractérisée par le maintien durable d'un domaine sylvico-agricole majoritaire en superficie, l'espace construit n'étant pas continu. La plaine de la Ruzizi répond plus ou moins à ce profil.

En effet, le processus de rurbanisation de cet *espace frontière* est polycentrique. La région constitue le point de rencontre entre d'une part une ruralisation en provenance des moyens et hauts plateaux du territoire d'Uvira et d'autre part des dynamiques urbanisant venant du Rwanda (Bugarama) et de Burundi (Cibitoke) et de la Cité d'Uvira. Ces deux dynamiques ont comme conséquence *l'attractivité et le grossissement de places marchandes informelles* dans cette zone qu'on pourrait qualifier de *bordures des territoires nationaux* ou encore des *bordures frontaliers* (Bennafla, K. 2012). *Ces dynamiques ont un contenu démographique, économique, social ou environnemental* (Thomsin, L. 2001). Ce genre de transformations ont souvent été accompagnées de la redéfinition de classes sociales et des rapports qu'elles entretiennent. La plaine de la Ruzizi n'a pas échappé à cette réalité.

1.2. *Un espace d'opportunités transformé en théâtre de criminalité*

Même si la *rurbanisation* de la plaine de la Ruzizi a engendré ses propres dynamiques d'insécurité, sa situation géostratégique n'est pas en soi un déterminant de l'insécurité transfrontalière. Les études géographiques ont démontré que les espaces frontaliers sont des *lieux d'opportunités et de profitabilité* (Karine, B. 2017 : 10). La plaine de Ruzizi constitue une très belle illustration à ce sujet. Du poste frontalier de Kamanyola (Territoire de Walungu – Sud-Kivu) jusqu'à Uvira en passant par les agglomérations de Luberizi, Sange, Luvungi et Kiliba en territoire d'Uvira, plusieurs localités sont connectées au Burundi dans un commerce informel. Aussi, depuis près d'une décennie plusieurs opérateurs politico-économiques basés à Kinshasa et à Bukavu y sont impliqués dans un vaste processus d'accaparement des terres. La cacophonie juridique autour de l'accès et de la sécurisation de ces terres participent aux dynamiques d'insécurité dans la région (Huggings, C. (2010)

Aujourd'hui cet *espace d'opportunités* est transformé en *théâtre de criminalité* en proie à ce Théodore Trefon appelle une *forme bizarre de cannibalisme social* (Trefon, T, 2004 :1.) qui se déploie aisément très loin de l'autorité d'un Etat qui, à cause de son déploiement multiforme et superficiel n'arrive pas à briser le cycle de la violence qui sévit la région. Le couloir fatal s'étend le long de la rivière Ruzizi. Il part du poste frontalier de Kamanyola jusqu'à l'entrée de la cité d'Uvira. Plusieurs points de passage « difficiles à contrôler » entre le Rwanda et la RDC et entre la RDC et le Burundi (Kamanyola, Katogota, Luberizi, Luvungi, Sange...) y favorisent une mobilité milicienne criminogène.

La plaine de la Ruzizi est une sorte de vase communicant territorial où la militarisation croissante des rapports sociaux dans un contexte de ni paix ni guerre a des incidences sur la sécurité humaine. Au-delà de la sécurité communautaire, politique et des violations de droit humains, c'est la sécurité alimentaire qui est désormais sérieusement affectée avec des incidences déjà perceptibles sur la santé de la population. Jadis grenier du Sud-Kivu avec des structures agro-industrielles plus moins viables (comme la sucrerie de Kiliba, les rizeries et huilerie de Kiringye, les fermes de Bwegera ou encore le coton de Luberizi...), la plaine de la

Ruzizi offre aujourd'hui l'image d'un vaste espace en jachère parsemé de quelques îlots des cultures vivrières de subsistance exposées à la destruction méchante des groupes armés. C'est à juste titre que An Ansoms et Marivo et (2010) ont identifié le territoire d'Uvira parmi les territoires les plus démunis du Sud-Kivu.

Section 2. Trajectoire de l'insécurité dans la plaine de la Ruzizi

Le contexte avant l'indépendance

Comme le fait observer Franck Van Acker (2005), les conflits autour des questions foncières ne sont pas nouveaux au Kivu en général et dans la plaine de la Ruzizi en particulier. Les collusions entre les *Bafuliiru* et les *Barundi* remontent au début des années 1920. A cette époque, les *Bafuliiru* ont lutté, armes à mains, pour contrer ce qu'ils considéraient comme des élans expansionnistes de Barundi (MundereLwaKihugo : 1998). Plusieurs localités considérées comme appartenant aux Bafuliiru (Kigoma, Mulenge, Kalengera, Luvungi, Sange...) étaient sous le contrôle des Barundi à cette époque. Le problème de sécurité foncière était déjà posé alors que les espaces étaient encore « disponibles ». En 1928, huit ans après ces affrontements sanglants, l'autorité coloniale a procédé une subdivision ethnique du territoire qui n'a jamais été acceptée par les Bafuliiru (Vlassenroot, K : 2015).

Trois collectivités rurales furent créées à cette occasion : La *collectivité des Bafuliiru* (au nord du territoire) englobant les hautes terres et une partie de la plaine (Lemera, Luvungi, Kigoma, Runingu et Muhungu), la *collectivité des Bavira* (situé au Sud du territoire) avec les localités comme Katala, Kitundu, Kabindula, Kijaga, Kakungwe et Makobola I) et la *collectivité des Barundi* qui s'étend sur Luberizi, Bwegera, Kabunambo, Sange, Kangando et Kiliba. Les *Barundi* avaient désormais un « territoire », une chefferie et y installèrent aussitôt un chef coutumier (Mwami de la lignée de Kinyoni). La contestation souvent violente de cette chefferie par les Bafuliiru a traversé les temps en y laissant des traces de sang et en consolidant un *complexe belligène* selon l'expression de Gaston Bouthoul (1972), c'est-à-dire la *façon dont l'agressivité collective s'accroît et s'investit sur un ennemi précis, devenant "animosité" et appelant le passage à la guerre ouverte*. Judith a très bien cerné ce phénomène en examinant comment l'on est passé de *l'autochtonie à la violence* dans le territoire voisin de Fizi (Verweijen, J. 2014).

Le contexte des années 1960 à la première moitié des années 1990

Le contexte politique de l'après l'indépendance participa à consolider les tensions et à détériorer la sécurité communautaire. En effet, le 03 avril 1961 Joseph Marandura lança la campagne de contestation de la *chefferie des Barundi*. Il profita de sa position au sein du Centre de Regroupement Africain (Un parti politique pro-lumumbistes créé par Weregemere) et de son influence auprès des jeunes Bafuliiru (à Luberizi, Sange, Rwenena, Kigoma, Nyakabere et Rukobero) pour les mobiliser contre l'installation du chef des Barundi (Kinyoni) à la tête d'une entité administrative dans la plaine de la Ruzizi (Munderhe : 1998). Les accrochages meurtriers eurent lieu dès le 07 avril 1961 à Mutarule, non loin de la résidence de Kinyoni. L'Armée Nationale Congolaise dû intervenir pour rétablir l'ordre et le

siège de la chefferie des Barundi fut momentanément transféré à Lemera (Kingwenge, 1978).

Le 19 janvier 1964, une rébellion conduite par Pierre Mulele éclata dans le Kwilu (Idiofa et Gungu). Très vite, elle se fait des partisans à Uvira. Le 15 avril 1964, les troubles éclatèrent dans la plaine de la Ruzizi et le 15 mai, les rebelles occupèrent Uvira. (Verhaegen, B. 1967). Pour la première fois la plaine de la Ruzizi a servi de point d'entrée à une rébellion congolaise. Aussi, c'est au Burundi que les jeunes combattants encadrés par Marandura et Bidalira ont organisé l'attaque. Cet épisode n'a pas connu les antagonismes entre le Fuliiru et les Barundi. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les leaders Fuliiru semblent n'avoir pas eu de position influente dans la structure rebelle (Verhaegen, B., 1967). Les années Mobutu connurent une accalmie ponctuée par différentes vagues de réfugiés burundais. La rupture importante se produisit au début des années 1990.

C'est en effet entre 1993 et 1995 que la confrontation entre *la nationalité* et *l'autochtonéité* participa à la radicalisation des *identités meurtrières*, selon l'expression de Amin Maalof (1998) dans la plaine de la Ruzizi. Selon monsieur Kasambi, un des descendants de Marandura basé à Bukavu, *les fugitifs des conflits burundais (1993) et rwandais (1994) étaient très bien reçus dans les familles des Barundi donnant l'impression de bonnes retrouvailles. Plus inquiétant, certains parmi les nouveaux venus étaient armés et avaient visiblement des aspirations foncières en attendant un hypothétique retour chez eux ! Les Bafuliiru redoutaient une complicité entre les Barundi autochtones et les nouveaux venus.* C'est le début de la militarisation des rapports sociaux qui va atteindre son point culminant dans le contexte de guerres à répétition entre 1996 et 2003.

Les années de guerres et la résurgence des guerriers maimai (1996 – 2006)

La guerre menée par l'Alliance des Forces Démocratique pour le Libération du Congo-Zaïre dès septembre 1996 fut précédée une série d'infiltrations des soldats rwandais, burundais et de recrues Banyamulenge (Kennes, E., 1997). Dès août 1996, plusieurs militaires en provenance du Burundi ont accédé au territoire congolais par la plaine de la Ruzizi (par Rushima, et entre Bwegera et Luberizi), pour rejoindre les hauts plateaux, maquis naturel. Ces infiltrations s'intensifièrent début septembre et s'accompagnèrent désormais de tueries « mystérieuses ». Les principales victimes étaient *Bafuliiru*.⁶ C'est donc sous un ton terroriste que les populations de la plaine ont perçu les premiers pas de l'AFDL en RDC. Ils organisèrent aussitôt les premiers mouvements de résistance.

Selon un ancien *combattant volontaire*, un certain adjudant Mputu des Forces Armées Zaïroises décida, avec l'accord de ses supérieurs basés à Bukavu, d'organiser les jeunes en mouvement *d'auto-prise en charge* bien avant le déclenchement officiel de la guerre. Les groupes créés prirent le nom de *Combattants volontaires* ou *volontaires*. C'étaient des jeunes sans formation militaire. Ils étaient recrutés par les chefs des quartiers et n'avaient pas un

⁶Des corps sans vie étaient souvent trouvés sur certains points de passage des infiltrés : Bwegera, Rushima, Kiliba, Mutarule...

commandement unifié. Très vite ces groupes bénéficièrent de l'assistance de deux anciens combattants *mulelistes* des années recrutées pour s'occuper du *dawa* (Potion magique anti-balle) et reformulèrent les dispositifs de la lutte des *SimbaMuleleMai* des années 1960. Mais les temps avaient changé. Dans les années 1960 il était question de restaurer le combat de Patrice Emery Lumumba. En 1996 c'est la *sécurisation des terres ancestrales* contre *une expansion étrangère* qui est mis en avant plan.

La guerre menée par l'AFDL commence le 06 octobre 1996 par une attaque meurtrière de l'hôpital de Lemera. Selon Olivier Nyakiyo,⁷ l'attaque a été menée par un commando constitué des éléments des armées régulières rwandaises, burundaises et ougandaises et de leurs alliés Banyamulenge. Plus de soixante morts dont, deux infirmières deux abbés catholiques du diocèse d'Uvira et plusieurs malades. Cet événement renforça le radicalisme des jeunes Fuliiru et Bavira. Ayant perdu des membres de famille dans cette attaque, les jeunes « volontaires fuliiru » eurent comme cibles leurs voisins Banyamulenge et Barundi considérés comme complices. Les représailles et contre-représailles des uns et sur autres ne finirent pas transformer la plaine de la Ruzizi en un véritable *zone rouge*. La résistance face à l'AFDL, puis au RCD a été menée ainsi par une constellation de milices locales plus ou moins communautarisés. Malgré l'ambivalence fonctionnelle qui les a caractérisées (protecteur et spoliateurs), ces milices ont bénéficié tant soit peu du soutien de leurs populations.

En 2003 la *Paix des braves* signé à Sun City entre les partis au conflit permit deux démarches allant dans le sens de mettre fin l'insécurité dans la région. D'un côté il fut décidé le brassage des forces en présence pour constituer une armée unifiée. De l'autre il fallait amorcer le processus désarmement, démobilisation et insertion sociale des ex-combattants (MinaniBihuzo, R. 2008). Si la première démarche a plus ou moins aboutis à mettre en place une armée très composite, corrompue et participant à la compétition politique (Baaz, M.E., et J. Verweijen : 2014), la seconde a totalement échoué (Geenen, S. 2008). Elle a abouti plutôt à une nouvelle configuration des alliances miliciennes dans la région et à la consolidation de l'insécurité au niveau local. En effet, à partir d'octobre 2004 plusieurs *miliciens brassés* décus par une sorte d'*intégration discriminatoire*, ont regagné la jungle pour reconstituer de nouvelles milices. La constitution de CNDP en 2005 dans le Nord-Kivu a été un moment important de la redéfinition des entreprises miliciennes et la consécration de la violence comme mode d'occupation de l'espace.

La période entre 2006 et 2015 : L'échec de la réforme du secteur de sécurité

Après les élections de 2006, le pays semblait prendre un tournant décisif vers sa stabilisation. Plusieurs efforts ont été fournis pour redorer le blason des FARDC afin de les pousser à apporter de réponses efficaces aux contextes d'insécurité. On peut citer à titre illustratif l'apport de l'Union Européenne à travers sa mission de conseil et d'assistance en matière de réforme du secteur de la sécurité (EUSEC RD Congo). En plus des clauses de son

⁷ Olivier Nyakiyo travaille actuellement pour l'hôpital de Panzi. Au moment de l'attaque, il était medecin stagiaire à l'Hopital de Lemera. C'est dans ce contexte que l'Hopital de Panzi, où preste aujourd'hui le Docteur Mukwege, a été délocalisé pour Bukavu.

mandat initial (Contribution aux opérations d'intégration des FARDC et le projet *chaîne de paiement*), l'EUSEC a positivement contribué à une modernisation de l'administration et des ressources humaines au sein de l'armée. Elle a, en outre, aidé à contrôler les effectifs des FARDC grâce à son implication au recensement biométriques des militaires (CihundaHengelela, 2011).

On peut aussi évoquer l'action de l'AFRICOM (Commandement militaire américain pour l'Afrique) pour appuyer la restructuration des FARDC, notamment pour la mise en place d'une Force de réaction rapide (Berghezan, G., et L. Guesnet, 2010). Enfin, on peut évoquer le processus de désarmement, démobilisation et réintégration dans ses différentes phases. Le brassage « sélectif » opéré lors de constitution des FARDC a laissé une marge du processus beaucoup d'aigris. Aussi, les rates de la Conférence de Goma (2008) et son processus *Amanion* ont contribué à fragiliser le contexte sécuritaire. Koen Vlassenroot (2016b) note à ce sujet le sentiment de méfiance et des difficultés d'impliquer d'anciens commandants rebelles dans la chaîne de commandement des FARDC conduisant à la reprise des combats. La réactivation des anciennes milices et la création de Nouvelles participas ont lancé un nouveau cycle d'insécurité. Dans la plaine de la Ruzizi, le point culminant des violences durant cette période est certes le massacre de Mutarule.

Situé à 50 km au sud de Bukavu sur la Nationale n°5, la localité de Mutarule est un lieu symbolisant la violence dans la plaine de la Ruzizi. Déjà dans les années 1960 c'était le lieu d'affrontements entre les Bafuliiru et les Burundi. Après l'épisode des massacres des années 1990 (guerre de RCD), la consolidation de la violence dans cette zone a pris les allures d'une "guerre des tranchées" dès 2013. En cette année, des dizaines de personnes y furent tuées par des "inconnus en armes" et nombreuses habitations pillées et incendiées. Le pire se produisit dans la nuit du vendredi 06 au samedi 07 juin 2014. D'autres "inconnus", ont ouvert le feu sur deux cent personnes réunies dans une église locale : Trente personnes furent tuées dont quinze brûlées vives et plusieurs autres blessées. Selon un ancien *combattant volontaire*, les assaillants lançaient leurs cris de guerre en Kinyarwanda et en Kirundi, tandis que presque toutes les victimes ont été Fuliiru.

Les massacres de Mutarule ont laissé perplexes plus d'une personne. Face au mutisme du gouvernement congolais, plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé un crime contre l'humanité perpétré par *certaines acteurs politiques Banyamulenge en complicité avec les éléments de FARDC*. La mission parlementaire qui fut dépêchée sur le lieu quelque mois après les massacres a gardé un silence inquiétant sur la complicité présumée de certains officiers des FARDC dans ce crime. C'est seulement en 2015 que, suite à une pression internationale qu'une enquête fut ouverte à ce sujet et aboutit à l'organisation d'un procès des présumés auteurs du massacre de Mutarule. Un rapport de *HumanRights Watch* suggérait en effet qu'un officier supérieur des FARDC était informé de la planification des massacres et aurait donné l'ordre à ces éléments de ne pas intervenir.

Après un très long procès, en février 2017, le massacre commis en juin 2014 a été qualifié de crime contre l'humanité. Mais, aucun des trois prévenus n'a été condamné pour crime contre l'humanité. L'un d'eux a été acquitté. Un autre, monsieur Sheria, présumé chef d'un groupe armé, a écopé de 15 ans de prison ferme pour détention illégale d'arme de guerre (et non pour sa participation aux massacres). Enfin, la troisième personne, le Major Kayumba des FARDC a été condamné à 10 ans de prison pour violation des consignes.

Les massacres commis plusieurs fois à Mutarule ont contribué à pérenniser un climat de ni paix, ni guerre dans cette partie de la plaine de la Ruzizi. La localité a été désertée par la population présente le visage d'une terre ravagée et désolée. Plusieurs tentatives d'y réinstaller les rescapés et leurs dépendants ont buté contre la résistance de ces derniers qui exigent du gouvernement un plus de garantie de sécurité. Entre temps, plusieurs jeunes qui avaient déjà quitté les groupes armés à la suite des plusieurs campagnes de sensibilisations, ont décidé de retourner dans la forêt, perpétuant ainsi le cycle de violence.

2015 : le virage important dans le contextesécuritaire actuel

Une des constances de la conflictualité dans la région de Grands-Lacs est qu'un *moindre battement d'ailes de papillons* au Burundi ou au Rwanda suffit pour *provoquer des orages dévastateurs* dans l'Est de la RDC en général et dans la plaine de la Ruzizi en particulier. Autant que les précédentes crises burundaises, le Putsch manqué de Godefroid Niyombare le 13 mai 2015 a provoqué un afflux de réfugiés dans l'Est de la RDC. Citant les statistiques du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Agathe Plauchut note que plus de 105 000 burundais ont trouvé refuge dans les pays voisins (Plauchut, A. 2005). Parmi eux des réfugiés et des miliciens évidemment. Agathe poursuit son propos en amplifiant la crainte des diplomates des observateurs d'assister à un embrasement régional. Mais déjà au niveau de la plaine l'heure est à la résurgence de la violence et de l'insécurité.

En effet, tout en rééditant des pratiques déjà mis en œuvre par les groupes armés au plus fort du cycle des rébellions entre 1998 et 2003 (coupage de routes, incendies des villages, massacres ciblés, vols de bétails...), les motivations de nouveaux criminels de la plaine de la Ruzizi vont au-delà du triangle *Terre-Identité-Pouvoir* (Huggins, C. 2010). Ils se présentent moins comme des *commandos ethniciés* que des bandes de *malandrins* à la recherche du butin en attendant le moment « *m* » pour les guerres régionales. Incapables de maîtriser les mouvements de cette nébuleuse, comme toujours, certains éléments de FARDC les accompagnent dans ces opérations de rapine : Les agences de voyage sont particulièrement visées parce qu'elles transportent des commerçants qui voyagent avec soit avec la marchandise soit l'argent liquide. Les bus sont arrêtés, les passagers déshabillés et pillés de fond en comble.

Ce mode opératoire suggère donc une diversité de bandes criminelles dans cette partie du Sud-Kivu. Aussi, il est important de reconsidérer les contours du fameux cercle vicieux où la quête de la sécurité communautaire mobiliserait la violence au service des individus dits leaders communautaires qui, en quête de positionnement politique, joueraient avec

dextérité le rôle de pyromane et de pompier. L'évolution du contexte locale après la tentative du coup d'Etat porté par Godefroid Niyombare contre le régime de Pierre Nkuruziza à Bujumbura propose une grille de lecture beaucoup plus complexe. En plus de la compétition locale axée sur l'accès aux ressources et au pouvoir, *ce vase communicant territorial* qu'est la plaine de la Ruzizi est aussi le théâtre d'expression d'une *politique de glacis* menée par les acteurs régionaux et internationaux chacun selon ses intérêts propres. Il n'est pas évident que la RDC parvienne à renverser la tendance pour l'instant.

Section 3. La plaine de la Ruzizi : un glacis protecteur pour le Rwanda et le Burundi

Depuis toujours la plaine de la Ruzizi est comme espace d'affrontements *l'autochtonéité et la nationalité*, entre *pasteurs* et les *cultivateurs*. Cette dimension est certes déterminante, cependant elle ne permet pas de saisir toutes les motivations derrière les formes de violence qui participent à la configuration de l'insécurité chronique dans le *Sud-Sud* de la Province. Pour bien appréhender la complexité de la situation, il faut privilégier une large perspective géographique et politique. La plaine de la Ruzizi est connectée sur un *espace de criminalité* beaucoup plus vaste dont les périphéries proches se situent dans les moyens et hauts plateaux du territoire d'Uvira tandis que les périphéries les plus éloignées se trouvent dans les confins du territoire de Fizi, au Rwanda et au Burundi.

Chaque cercle de ce vaste espace militarisé connaît ses propres dynamiques d'insécurité qu'il diffuse à travers ce vase communicant territorial. La plaine de la Ruzizi est la porte par où les groupes armés étrangers entrent en RDC. Ces derniers trouvent des points d'ancrage sur la conflictualité locale où s'affrontent les communautés locales autour des enjeux principalement fonciers et politiques (Vlassenroot, K. 2016). Les moyens et hauts plateaux Uvira constituent des zones « opérationnelles » de démonstration de forces, mais aussi de sécurisation avancée de deux voisins de la RDC. Les moyens et hauts plateaux de Fizi paraissent un peu plus comme des centres de formation de nouveaux rebelles et des quartiers généraux des groupes armés locaux et étrangers. Depuis le putsch manqué au Burundi le 13 juin 2015 et la rupture de confiance entre le Rwanda et le Burundi, cette espace est devenue hautement stratégique pour ces deux pays.

La rupture entre Bujumbura et Kigali a couronné le processus d'effondrement de l'esprit de la coalition qui mit fin au régime de Mobutu en 1997. Tout semble avoir commencé à Kisangani en juin 2000 avec les affrontements entre alliés rwandais et ougandais. Depuis la rupture entre Bujumbura et Kigali en 2015, c'est toute une stratégie « commune » de défense qui vole en éclat. Kigali accuse Kampala de participer au recrutement et à l'entraînement des réfugiés rwandais sur son territoire avec comme objectif de renverser Paul Kagame au Rwanda. Bujumbura accuse Kigali d'entretenir une rébellion burundaise sur son territoire pour renverser Pierre Nkuruziza. Enfin Kigali accuse Bujumbura de pactiser avec les opposants au régime rwandais (le RNC) basés en Afrique du Sud et qui ont commencé leur déploiement dans l'Est de la RDC. Au Sud-Kivu, ces antagonismes se jouent dans la plaine de la Ruzizi.

Enfin de compte cette plaine occupe la partie orientale d'un grand *glacis*, un *espace tampon* entre la RDC et le Burundi, entre la RDC et le Rwanda, mais aussi entre le Rwanda et le Burundi. *Cet espace tampon* connaît à ce jour non seulement des infiltrations régulières des éléments des armées rwandaise et burundaise, mais aussi d'une dynamique recomposition des alliances miliciennes impliquant cette fois-ci non seulement les FDLR (pour le Rwanda par exemple). Aussi les anciens compagnons d'armes du Président rwandais passés à l'opposition ainsi que plusieurs factions de milices burundaises opposées au régime de Pierre Nkuruziza s'y déploient aisément.

Tableau n°. Les deux principaux⁸ groupes armés étrangers et leurs alliés locaux

	Objectifs	Alliés
Rwanda National Congres NRC	Renverser le régime de Paul Kagame au Rwanda	- Le Gouvernement Burundais - Les Milices Twigwaneho - Les Milices Gumino
Forces Républicaine du Burundi (FOREBU/ FPB)	Renverser le régime de Pierre Nkuruzinza ai Burundi	- Le Gouvernement Rwandais - Certains groupes armés de Babemba, Bafuliiru et Banyindu ⁹

Point n'est besoin de préciser que l'Armée Congolaise n'est jamais parvenue à d'assurer le contrôle de cette zone. Si cette incapacité trouve des explications dans plusieurs facteurs objectifs bien expliqués par Maria Erikson Baaz et Judith Werveijen (2014), notamment la corruption, un réseautage interne déstructurant, une impunité à double vitesse... elle suggère une question fondamentale liée aux aptitudes de l'armée congolaise à jouer un « rôle rassurant pour les voisins ». L'idéal voudrait que les groupes armés locaux soit anéantis par les FARDC. Quant à l'éradication des rebellions rwandaises et burundaises basées en RDC, une démarche politique et diplomatique commune s'impose.

Pour rappel, la sécurité des voisins de la RDC avait déjà été soulevée par la coalition Ugando-rwando-burundaise en 1996 pour justifier la guerre dite de libération sous l'AFDL (De Villers, G., et J. OmasomboTchonda (1997)). Aujourd'hui, plus que jamais, l'on serait à la *case-départ*. Sauf que le contexte a nettement évolué. Tout d'abord, la communauté internationale ne serait pas disposée à cautionner une nouvelle guerre régionale, la première ayant laissé les blessures encore ouvertes. Ensuite, les anciens alliés (Rwanda et Burundi) sont aujourd'hui en compétition pour le contrôle de ce *glacis protecteur*. Enfin, ils sont devenus chacun une menace pour l'autre. Le conflit actuellement en cours à Bijombo illustre le mieux cette réalité.

En effet, depuis fin avril 2018, le Groupement de Bijombo, en Collectivité de Bavira, Territoire d'Uvira est en proie à un conflit intercommunautaire « local » opposant les milices

⁸ Plusieurs groupes armés burundais ont évolué dans cette région : Résistance pour un Etat de droit au Burundi (RedTabara), Front National pour la Libération, Forces Populaires du Burundi... Les alliances entre eux sont mouvantes. Aujourd'hui c'est le FOREBU qui semble fédérer ces groupes armés burundais. La région abrite aussi les résidus des FDLR/Rwandais.

⁹ Il existe en effet plusieurs "petits" groupes armés identifiables par les noms de leurs commandants : BilozeBishambuke, Ngyalabatu, Luisula...

Twigwaneho alliés aux *Ngumino* proches des Banyamulenge et les milices Babembe, Bafuliro et Banyindu. La pomme de discorde est le contrôle de l'administration locale. L'isolement de cette partie de la province l'a plongée dans une absence de quasi-totale de l'administration de l'Etat au moins d'y favoriser l'émergence d'autres formes d'autorité publiques. La conséquence est le dédoublement des institutions administratives selon les humeurs des communautés locales. Les populations, déplacées de leur milieu de vie naturelle, dépossédées de leurs biens et privées de tout autre moyen de subsistance recourent alors aux armes comme moyen unique de survie ! On sait en effet que moins nombreux sont ceux qui croient encore à la paix par le dialogue !

En juin 2018, l'escalade des tensions entre les deux parties a dégénéré en affrontements armés, provoquant une crise aux conséquences humanitaires désastreuses dans la région¹⁰. En marge de ce cycle de violences ponctuées d'actes de représailles perpétrés par les parties au conflit contre les populations civiles, ce sont les armées rwandaises et burundaises qui s'affrontent sur le territoire congolais dans une sorte de guerre par procuration. Des sources concordantes rapportent l'implication de la *coalition P5*¹¹ (opposants rwandais dont certains bénéficient du soutien du gouvernement burundais) dans la structuration des rebelles anti-Kagame basés au Sud-Kivu. Cela a obligé Kigali à appuyer les rebelles burundais anti-Nkuruzira basés dans la même région. Le Burundi pour sa part a déployé sa 2012^e bataillon (plus moins 385 militaires) pour lutter contre ses propres rebelles et des *Imborerakure*¹² pour appuyer la rébellion rwandaise. Tout cela participe à la consolidation de la *Loi de la jungle* et à la *stabilisation de l'insécurité* dans la région.

Section 4 : Tourner la page de l'instabilité stable ? Réflexions les pistes de solution

L'instabilité stable dans la plaine de la Ruzizi n'a pas laissé indifférents les différents acteurs aussi bien étatiques que non étatiques impliqués dans la quête de la paix. Plusieurs initiatives locales, régionales et internationales ont été mises en œuvre pour répondre aux violences cycliques dans cette partie de la province du Sud-Kivu. On peut évoquer à titre illustratifs et non exhaustifs l'organisation des *barza* intercommunautaires dès les premiers

¹⁰ Quinze aires santé abritant environ 95 000 habitants sur un total de 22 que compte la Zone de Santé de Haut Plateau sont affectées par ces affrontements qui ont déjà entraîné le déplacement de près de 76 000 personnes. Aux actes de violations des droits humains et d'abus contre des civils dans la zone répertoriées quasi quotidiennement, s'ajoutent la destruction de services publics et de biens privés attribuables aux protagonistes en armes. Les déplacements de population se font en pleine période de récolte aggravant ainsi les vulnérabilités socio-économiques, notamment alimentaires, nutritionnelles et sanitaires d'une population dont le système socio-productif repose pour l'essentiel sur l'agriculture et le pastoralisme et dont une partie des cultures des stocks alimentaires et du bétail ont été détruits.

¹¹ Il s'agit d'une coalition constituée en septembre 2018 à Bijabo-Sud par cinq partis politiques d'opposition au régime de Paul Kagame: Le Congrès du peuple (AMAHORO-PC), Les Forces Démocratiques Unifiées-Inkingi (FDU INKINGI) de Victoire Umuhoza, Le Pacte de Défense du Peuple (Imanzi PDP-IMANZI) de Déogracias Mushayidi, Le Parti Social Imberakuri (PS Imberakuri) dirigé par Bernard Ntaganda et le Congrès National du Rwanda (RNC) de Kayumba Nyamwasa.

¹² Le mot *imborerakure* peut se traduire par "Ceux qui voient de très loin", c'est à dire ceux qui peuvent anticiper sur les événements. C'est une malice aux services du président burundais Pierre Nkuruziza.

instants de la rébellion de l'AFDL, des programmes ambitieux comme *ndjiyayaamani* menée par l'Association sans buts lucratifs Action pour le Développement et la Paix endogènes (ADEPAE) à des moments très critiques de la conflictualité (1997 – 1998)

Les organisations non gouvernementales ont suffisamment documenté la conflictualité et leurs corollaires dans la plaine de la Ruzizi. Leurs investigations sont abouties à la formulation de plusieurs recommandations qui hélas sont restées lettres mortes. Aussi plusieurs cadres de dialogue intercommunautaire suscités par les structures comme *Surch For Commun Ground* ou *Alert International*, ZOA...ont été mis en place. Leurs efforts dans la quête de la paix dans la plaine n'ont pas encore donné les fruits escomptés.

En plus de ces initiatives pacifistes, plusieurs actions militaires¹³ ont été menées contre les groupes armés sensés contribués à la consolidation de l'insécurité dans la région. Aussi le programme DDR, dans nombreuses métamorphoses, a fourni plusieurs efforts pour la démobilisation et la réinsertion sociale des anciens combattants. Cependant, faute de mesures d'encadrement des anciens miliciens et à cause de recyclage quasi permanent de la conflictualité, l'on assiste à une démobilisation circulaire¹⁴ des miliciens consacrant ainsi un recyclage permanent de l'insécurité.

L'échec de ces initiatives de paix pourrait être justifié par des limites décelables dans une approche congo-centrée, focalisant toutes les actions ou presque sur les acteurs communautaires et la dimension ethnico-foncière qui est suffisamment documentée. Les questions d'accès aux ressources (qui du reste opposent souvent les acteurs même au sein des communautés supposées homogènes) et celles liées aux dimensions régionales de la conflictualité ont souvent été très faiblement intégrées. Il est de plus en plus évident qu'une approche régionale de la situation qui prévaut dans la plaine de la Ruzizi est indispensable dans la quête de la stabilité durable. C'est justement à ce niveau qu'une dominante de la politique régionale de la RDC n'a jamais été explorée dans l'optique de penser véritable intégration par le bas.

En effet, tous les régimes politiques qui se sont succédé à Kinshasa ont été confrontés aux questions sécuritaires dans l'Est du pays en général et dans la plaine de Ruzizi particulier. Leurs approches dans la quête des solutions ont toujours été minimalistes et axées sur le *contexte du moment* au point de contribuer à l'enlisement actuel. L'histoire renseigne le régime du Président Mobutu a géré *au présent* la question de plusieurs vagues de réfugiés dans l'Est de la RDC. Il s'est préoccupé le moins possible des évolutions que pouvaient prendre les diasporas burundaise et rwandaise dans ce pays. C'est en effet sous la Deuxième République que plusieurs réfugiés rwandais des années 1950 et des Burundais ayant vécu en RDC pendant la même période ont été *zairianisés*.

¹³« Umoja wetu », Kimia, Kimia II, Amani leo, Amani kamilifu etc

¹⁴Lire Vlassenroot, K. E. Mudinga et J. Musamba (2017) En ligne, URL :

<http://www.gecshceruki.org/index.php/30-retour-circulaire-navigation-entre-la-vie-de-civil-etde-milicien-a-l-est-de-la-rdc>

Les Rwandais devenus zaïrois sont allés jusqu'à occuper des postes stratégiques dans les institutions et les entreprises de l'Etat durant la deuxième République. L'on peut citer par exemple monsieur Barthélemy BisegimanaRwema qui devint directeur du Cabinet du Président Mobutu entre mai 1969 et février 1977. C'est lui qui fut l'architecte du décret présidentiel de 1972 qui reconnaissait la nationalité congolaise au 30 juin 1960, à tous les citoyens du Rwanda et du Burundi qui s'étaient établis au Kivu avant janvier 1950 et y avaient leurs résidences permanentes (NzongolaNtalaja, G. 2007). S'il est vrai que Barthélemy BisegimanaRwema n'était pas lié au régime de Juvénal Habyarimana, il est tout aussi vrai qu'il joua un rôle de premier rang, non seulement dans la formulation de la politique étrangère de Mobutu à l'égard des réfugiés et opposants rwandais de 1959, mais aussi dans la consolidation du réseau des rwandais de la diaspora dans les perspectives de rentrer un jour au Rwanda. C'est sous le mandat de Barthélemy Bisengimana que la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) fut créée (septembre 1976). Cette organisation régionale devait œuvrer pour l'intégration économique du Rwanda, du Burundi et de la RDC. Hélas, Elle finit par être instrumentalisée par président de trois pays pour sécuriser leurs pouvoirs.

Le 17 mai 1997 l'Alliance Démocratique pour la libération du Congo (Une conception du Rwanda et de l'Uganda) vint à bout pour régime du Marechal Mobutu. Aussitôt à Kinshasa, les alliés rwandais de Laurent Désiré Kabila ont voulu s'assurer le contrôle des institutions de la République, de la nouvelle armée congolaise et des services de renseignements (De Villers, G., 1998). Ils espéraient ainsi impliquer l'armée congolaise dans les opérations de ratissage contre les Ex FAR et leurs alliés éparpillés dans l'Est du pays. En août 1998 Laurent Désiré Kabila décide de rompre avec ces alliés très ambitieux. Mais il était déjà trop tard. L'armée était déjà suffisamment sous contrôle des « étrangers ». Joseph Kabila qui accède au pouvoir en 2001 s'inscrit dans la même logique du point de vue sécuritaire. Le prix de la paix à Sun city lui imposa une logique de la cohabitation (MinaniBihuzo, R. 2008) qui n'a non plus fermé l'espace national aux influences rwandaises.

Comme on peut donc le constater, c'est depuis 1969 que les voisins de la RDC, le Rwanda principalement sont impliqués, soit directement soit indirectement, dans la politique intérieure et extérieure de ce pays. Cependant, sous Mobutu, ce sont les opposants rwandais qui profitent de leurs position au Zaïre pour préparer la reconquête du Rwanda. Aujourd'hui, le Rwanda et Burundiontcompris que leur sécurité intérieure est fortement tributaire du niveau de contrôle qu'ils peuvent exercer sur *le glacis protecteur* établi chez *le géant voisin aux pieds d'argile*. En réaction, Kinshasa se perd dans un discours classique axé sur une auto-victimisation suggérée par *la théorie du complot et une « souveraineté » à protéger à tout prix !* Ces attitudes sont de nature à pérenniser le climat d'insécurité dans la région. Aucune approche de la paix dans la région n'a encore tenu compte de ce contexte pourtant, une fois intégré dans le processus de pacification pourrait permettre de propulser locales et des solutions régionales beaucoup plus pertinentes et donc plus durables.

La perspective suggérée ci-haut sous-entend l'organisation des Dialogues nationales inter-rwandais et inter-burundais Burundi » avec comme objectif l'éradication des toutes les rébellions entretenues par ces Etats dans l'Est de la RDC. Trouver des réponses adéquates aux conflits cycliques au Burundi et au Rwanda pourrait contribuer à supprimer les arguments qui militent en faveur de la mobilisation ethnico-milicienne permanente dans l'Est de la RDC. La deuxième étape devrait se focaliser à panser définitivement les plaies du génocide rwandais. Là c'est le morceau le plus délicat dans la mesure où la restauration de la confiance passe inévitablement la restauration de la vérité historique. La paix ne passerait pas seulement par la répression des auteurs du génocide rwandais, mais aussi par des clarifications autour de la fameuse thèse du *double génocide*¹⁵.

Enfin, il faut travailler à stopper la montée du sentiment *anti-rwanda* en République Démocratique du Congo. Cette attitude qui consiste à présenter un Rwanda envahissant (souvent là où il n'est pas) colonisateur et surtout criminel n'est pas de nature à favoriser une intégration et la sécurité régionales. Bien plus, elle va jusqu'à reformuler le concept de *nationalité douteuse* en assimilant aux Rwandais non seulement les populations Banyarwanda (Hutu, Tutsi et Batwa) congolaises, mais aussi toute autre personne qui « pactiserait » ou serait suspecter de « pactiser » avec le Rwanda « contre les intérêts de la RDC ». Plusieurs personnes dans les milieux des *combattants congolais*¹⁶ estime que RDC *a est sacrifiée par la Communauté internationale pour panser les blessures du génocide rwandais*. Il s'agit des dimensions sentimentale et psychologique qui n'ont jamais suffisamment retenu l'attention de faiseur de paix dans la région des Grands-Lacs d'Afrique centrale.

Dans son remarquable ouvrage intitulé *Humansecurity. Reflections on Globalization and Intervention*, Cambridge (2007), Mary Kaldor développe un argumentaire qui devrait être mis à profit dans le contexte congolais. L'auteur a identifié cinq principes qui devrait être d'application aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix. Il s'agit de : la primauté des droits de l'homme, une autorité politique légitime, la prise en compte du multilatéralisme, une approche *bottom-up* ainsi qu'une logique régionale. S'agissant de la plaine de la Ruzizi, le premier principe ramasse toutes les questions en rapport avec la confrontation entre la *nationalité et l'autochtonéité* et les droits y associés. Le deuxième met en exergue l'épineuse question de la démocratie et de l'accès au pouvoir. Le troisième envisage une perspective régionale dans la quête de la paix et le dernier insiste que la

¹⁵ On sait aujourd'hui que dans leurs progression vers Kinshasa, les troupes de l'4AFDL (Dominées par l'armée rwandaise) ont commis de massacres à grandes echelle non seulement les residues des ex-FAR-Interahamwe, mais aussi sur les réfugiés Hutu. Les opposants Hutu basés à l'étranger estiment ainsi qu'en se rendant justice, le regime 'Tutsi' place à Kigali a commis un génocide sur les hutu en République Démocratique Congo.

¹⁶ On appelle combattants, un groupe d'opposant congolais de la diaspora. Leur presence en Europe (surtout en Belgique) remonte aux débuts des années 1980. C'est-à-dire lors de la création de l'UDPS. Mais c'est surtout après la chute de Mobutu que le groupe se structure et se fait des représentants dans d'autres pays européens et aux Etats-Unis. Leur combat actuel est axé sur la *liberation de la RDC d'une certaine occupation rwandaise*.

nécessité d'affermir une gouvernance locale intégratrice. La RDC a failli sur ces quatre principes.

S'agissant de la primauté des droits de l'homme par exemple, il est évident qu'en l'arrière-plan d'un conflit bâti sur le triangle *terre-identité-pouvoir* (Huggins, C. 2010), comme c'est le cas dans la plaine de la Ruzizi, il y a toutes une panoplie de droits en jeu : le droit à la citoyenneté et à une participation citoyenne, le droit à l'accès aux ressources, le droit à un environnement sain et protégé, le droit à la paix et au développement durable, etc. La satisfaction de ces droits est un facteur *d'équilibre* sociétale. L'on sait exemple que la *quête de la nationalité des Banyamulenge et de l'effectivité des droits y afférents* avaient déjà servi de prétexte de guerre en 1996 (Willame, J.C :). Aujourd'hui ce sont les *Barundi Congolais* et même certains *Bafuiliro* qui se croient susceptibles d'être identifiés comme des *personnes à nationalité douteuse* tout cela active le sentiment d'insécurité et contribue à l'exacerbation de la violence dans la région.

La mise en œuvre des droits liés à la citoyenneté passe par le respect du deuxième principe : *une autorité politique légitime*. Pour la RDC, le gros du problème se situe à ce niveau. La crise de légitimité a traversé toute l'histoire de ce pays depuis le président Joseph Kasavubu (1960) à Felix-Antoine Tshilombo Tshisekedi (2019). Marquées par la transplantation des conflits rwandais et burundais dans l'Est de la RDC, les années Kabila père et fils (1997 – 2018) ont suggéré le plus haut niveau de déficit de la légitimité politique en RDC. Cela explique par le fait que le binôme *nationalité – autochtonéité* occupe une place capitale dans la formulation de la *résistance/l'occupation*. A la base ce binôme est utilisé par les « résistants » maï-maï dans une logique de populisme moral. Les opposants ont toujours considéré que le pays est tout simplement sous occupation. Seulement, dans le contexte congolais, la quête de la légitimité ne passe pas par un simple respect des cycles électoraux comme c'est dans les démocraties classiques. Une réflexion supplémentaire sur les mécanismes de mise en place d'un consensus légitimateur est souvent indispensable. La cacophonie électorale qui aboutit à proclamation d'un opposant, Felix Tshisekedi Tshilombo comme président de la République est un cas très illustratif.

En fin de compte, c'est un pouvoir légitime et légal qui pourrait mettre en œuvre les deux derniers principes : le multilatéralisme et l'approche *button up*. Dans le contexte de la région de Grands-Lacs, le multilatéralisme suggère *in fine* un processus consensuel et graduel d'intégration régional par le bas. Notons avec Jacques Pelkmans (1980) que l'intégration économique est définie comme étant l'élimination des frontières économiques entre deux ou plusieurs économies. Elle connaît cinq formes considérées comme des phases d'un processus unique : l'expression *zone de libre-échange*, l'*union douanière* (et en entendu la *zone libre échange*), la mise en place un *marché commun*, l'*union économique* et l'*intégration économique totale* (Unification des politique monétaire, fiscale, sociale et mise place d'une autorité supranationale dont les décisions sont contraignantes).

Plusieurs auteurs ont tenté d'expliquer le lien qui existe entre l'intégration économique régionale et les perspectives d'une paix durable (David, C.P and A. Benessaielh : 1997 ;

Godement, F. (2001) et Tadjimbe, R. And S. SanineNtsama (2012). L'idée de base étant que l'interdépendance économique crée des intérêts mutuels qu'il serait coûteux de suspendre en choisissant de recourir aux stratégies de conflit. S'agissant de la *zone CEPGL*, ces théories ont été relayés par une certaine catégorie d'acteurs politiques internationaux(En France) dans leur démarche de repenser les stratégies utiles susceptibles de contribuer à une pacification rapide de la RDC après plusieurs années de guerre. Dans le cas Zone GECPGL, il existe plusieurs obstacles qu'il faut faire tomber. Les Etats ont eu suffisamment de temps pour cultiver une logique belligène instrumentalisant les clivages ethniques pour des fins politiques. Le nivellement de ces clivages conflictogènes passe par une approche réconciliant *bottom up* dans tous les pays de la région avant de penser une intégration régionale *par la bas* susceptible d'être porteuse de paix et de sécurité durable.

Conclusions

Cet article a abordé la plaine de la Ruzizi comme un *vase communicant territorial* (entre le Rwanda, le Burundi et la RDC) aux prises avec une conflictualité quasi séculaire opposant les tribus locales, principalement Bafuliiru, Barundi et Banyamulenge, autour des questions foncière, identitaire et de pouvoir. Cette *espace-frontière* a été progressivement transformé en un *glacis protecteur* pour les voisins de la RDC dont les mouvements rebelles (RNC, FPB...) sont basés dans les moyens et hautes du territoire d'Uvira et dans le territoire de Fizi en RDC. La montée de la violence locale et la pression militaire régionale ont fini par instaurer dans cette partie du Sud-Kivu un contexte de ni paix ni guerre dont les conséquences économiques et sécuritaires sont immenses.

L'insécurité chronique, ou mieux *l'instabilité stable* que connaît la région a à son tour contribué à transformer *ce grenier naturel* du Kivu (*ce poumon agricole* des années 70 – 80) en un vaste espace criminogène où toutes les initiatives de développement sont en souffrance : destruction méchante de biens, assassinats ciblés, vols de bétails, atteinte à la circulation routière, destructions des infrastructures de santé, incendie des villages entiers... La violence n'est plus seulement une situation liée au contexte de guerre. Elle est devenue une arme au même titre que les obus et les bombes. Cette situation a des incidences sur la sécurité humaine prise dans toutes ses dimensions (Sécurité communautaire, sécurité politique, les droits de l'homme, sécurité alimentaire...

Enfin, il faut noter que si le déficit sécuritaire dans la plaine de la Ruzizi est intimement liée à un déficit de gouvernance affiché par des autorités illégitimes ou perçues comme tels, la quête d'une solution durable passe par une démarche régionale appelant à la fois : la recherche des solutions durables aux conflits internes et cycliques au Rwanda et Burundi (pour briser le cercle de conflictualité *Conflit-réfugiés-milice-guerre* dans l'Est de la RDC) et la prise en compte en RDC des perspectives suggérées par une démarche axée sur la sécurité humaine tel que formulée par Mary Kaldor. Et enfin travailler sur un véritable processus d'intégration régionale par le bas. Ce dernier aspect nécessite des études

approfondies dont le flux commercial et professionnel transfrontalier peut être le point de départ.

Bibliographie

- Ansoms, A. et W. Marivoet (2010), *Profil socio-économique du Sud-Kivu et futures pistes de recherche*, In S. Marysse et al. *L'Afrique des Grands Lacs*. Annuaire 2010, L'Harmattan, Paris, pp.259 – 272.
- Baaz, M.E., et J. Verweijen (2014) « Arbiterswith guns : the ambiguity of militaryinvolvement in civilian disputes in The DR Congo », In *Tird World Quartely*, Vol 35, n°5, 803 – 820, DOI :10.1080/01436597.2014.921431
- Bennafla,K.(2012), « Pour une géographie des bordures à l'heure globale : frontières et espaces d'activités 'informelles''. Géographie. Université Paris Ouest, Nanterre, La Défense, 2012.
- Bennafla, K. *Pour une géographie des bordures à l'heure globale : frontières et espaces d'activités 'informelles'». Géographie, Université Paris-Ouest. Nanterre. La défense 2012.*
- Bouthoul, G., *Traité de polémologie*, Payot, 1972, cité par Huygh, F.B. *Polémologie : forces et signes*, En ligne, consulté le 13/11/2006, disponible au <http://www.huyghe.fr>).
- Chamaa, S., et A. Ndagiriyehe.(1981), « Evolution et structure de la ville de Bukavu »,In *Les Cahiers d'outre-mers*, n°34 (133), Janvier – mars 1991.
- Damon, J., (2017), *Un monde de bidonvilles. Migrations et urbanisme informel*, Paris, éd. Seuil et La République des Idées.
- David, CP. Et A. Benessaielh (1997), « La paix par l'intégration? Théories sur l'interdépendance et nouveaux problèmes de sécurité », In *Etudes internationales*, Vol.28 ; n°2, pp 227 – 254.
- De Sardan, J.P-O., (2004) *La rigueur de qualitatif. L'Anthropologie comme science empirique*, in *Espaces Temps*, 84- 86, 2004. L'opération épistémologique. Réfléchir les Sciences sociales, pp.38 - 50.
- De Villers, G., (1998) *République démocratique du Congo. Chronique politique de l'entre-deux-guerres. Octobre 1996 – Juillet 1998*, Cahiers Africains, n°35-36, Paris, L'Harmattan
- De Villers, G., et J. OmasomboTchonda (1997) *Zaïre. Transition manquée 1990 – 1997*, Zaïre années 90, Vol 7, n° 27, 28, 29, Paris, L'Harmattan, 302p.
- Faure, A., “Un faubourg, des banlieues, ou la déclinaison du rejet” *Genèses*,2003/2 (n°51), p. 48 – 69. DOI 10.3917/gen.051.0048
- Geenen, S. (2008), « Les combattants au carrefour. La réintégration socio-économique des ex-combattants au Burundi et en RDC » in *Afrique des Grands lacs*, annuaire 2007 – 2008. URL : <http://www.ua.ac.be/objis/00210762.pdf>
- Godement, F. (2001) « Une paix asiatique est-elle possible sans architecture régionale ? In *Politique étrangère*, Vol 66, n)1, pp.83-93.
- Huggins, C. (2010) *Terre, pouvoir, identité. Les causes des conflits violents dans l'Est de la République Démocratique du Congo*, International Alert, 2010.

- Joshua, *La rurbanisation et ses conséquences*[enligne], URL: <https://ville-en-mutation.iimdo.com/la-rurbanisation-et-ses-conséquences/>consulté le 04 janvier 2009.
- Kaldor, M., (2006), "La sécurité humaine : un concept pertinent", *Politique étrangère*, 2006/4 (Hiver)p.901 -914. DOI.10.3917/pe.064.0901
- Kazera, K. (2005) Histoire de la Paroisse Saint Joseph Ouvrier de Kiliba (1959-2004) TFC, ISP/BKV, 2005.
- Kingwengwe, M. (1980), Immigration et intégration des Barundi et des Banyarwanda dans les collectivités des Bafuliiru et de Bavira (1850-1980), Inédit, Mémoire, histoire, ISP/Bukavu.
- Lederer, A. (1993) « Incident de frontière au Kivu », in *Civilisations* (Revue internationale d'anthropologie et des sciences humaines), n° 41. Mélanges Pierre Salmon II.
- Lloyd, Axworthy (2001), « Humansecurity and global governance. Putting people firsts », In *Global Governance*, 7(2001), pp ;19 – 23.
- Maalof, A., (1998) *Les identités meurtrières*, Paris, ED. Grasset et Fasquelle.
- Mambo, K. (2003), *L'afflux des réfugiés hutus dans la plaine de la Ruzizi et son impact sur la vie sociale et économique (1972-1996)*, inédit, Mémoire, histoire, ISP/Bukavu.
- MinaniBihuzo. R. (2008) *Du pacte de stabilité de Nairobi à 'acte d'engagement de Goma. Enjeux et défis du processus de paix en RDC*, Kinshasa, CEPAS/RODHECIC, 356p.
- Muchukiwa, B. (2006). *Territoires ethniques et territoires étatiques*, L'Harmattan, Paris, 2006.
- Muchukiwa, B. (2016), *Identité territoriales et conflits dans la province du Sud-Kivu. RD. Congo*, Globethics.net, Focus, n°34.
- Mundere, L., (1998), Le territoire d'Uvira, foyer de tensions : Essai d'explication des faits (1959-1998), inédit, Mémoire, Histoire, ISP/Bukavu.
- Mundere, L., le territoire d'Uvira ; foyer de tensions : Essai d'explication des faits (1959-1998),mémoire, histoire, ISP/BUKAVU.
- NkunziBacuyunjuze, J.(2005), *La naissance de l'Eglise au Bushi. L'ère des pionniers 1906 – 1908.*, TesiGregoriana, Seri StoriaEcclesiastica, P.U.G. Rome. 449p.
- NzongolaNtalaja, G., (2007) « The politics of citizenship in DemocratiqueRepublique of Congo » In :Sara Dorman et alii, *Making nations, créatingstrangers. States and citizenship in Africa*, BRILL, Leiden-Boston.
- Pelkmans, J. (1980)« Economictheories of integrationrevisited », In *Journal of commonmarketstudies*, Vol. XVIII, n° 4.
- Plauchut, A. 2005, Burundi : *les conséquences d'un coup d'Etat manqué*, [En ligne], URL : https://www.grip.org/sites/grip.org/files/BREVES/2015/EC_2015-05-21_A-PLAUCHUT.pdf
- Reekmans, M. (1980), « Végétation de la plaine de la Rusizi (Burundi), In *Bulletin du Jardin Botanique National de Belgique*, vol.50, n° ¾, pp. 401-444.
- Reyntjens, F. (2001) « RDC carrefour des conflits africains », In *Géopolitique africaine*, n° 2. Pp. 225 – 238.

- Stathis, N. Kalyvas (2000), *The logic of violence in civil war*,
- Stearns K., J. et C. Vogel (2015) *Cartographie des groupes armés dans l'Est du Congo*, Rapport du GEC, Centre sur le Coopération internationale), [En ligne] , URL : <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2015/11/CRG-2015-DRC-Mapping-Essay-FR.pdf>, consulté le 29 décembre 2018.
- Thomsin, L., *Un concept pour le décrire : l'espace rural rurbanisé*, Ruralia [En ligne] 09/2001, mise en ligne le 19 janvier 2005, consulté le 04 janvier 2009. URL :
- Todjimbe, R. et S. Sabine Ntsama (2012) « Les Tchadiens et les activités informelles à Yaoundé » In *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°248. *Les guerres en Afrique de 1914 au début du XXIè S*, pp. 57 – 62.
- Trefon, T. (2004), *Reinventing order in the Congo. How people respond to state failure in Kinshasa*, London, Zed Book.
- Van Acker, F. (2005), « Wheredid all the land go ? Enclosure & social struggle », in *Review of African Political Économie*, Vol.23, n°103. Impérialisme & African social Formations, pp. 79 – 98.
- Verhaegen, B., (1967), “Les rebellions populaires au Congo en 1964”, *Cahiers d'études africaines*, Vol.7, n°26, pp. 345 -359
- Verweijen, J., (2016) *Un microscome de militarisation : conflit, gouvernance et mobilité armée en territoire d'Uvira*, Rift Valley Institute, Londres, RU.
- Verweijen, J., (2016) *Une instabilité stable. Entre politique et groupes armés au Congo* , Rift valley Institute, Nairobi
- Vlassenroot, K. et C. huggins (2005) « Land, migration and conflict in eastern DRC », In Huggins, C. and Clover, J. *From the ground to : Lund Rights, conflicts and peace in Sub-sahara Africa*, Pretoria, ISS
- Vlassenroot, K., (2013), *Identité, terre et pouvoir dans l'Est du Congo*, Rift Vallet Institut, Nairobi
- Vogel, C. et J. Musamba (2016), *Recyclage des rebelles ? La démobilisation au Congo*, Rift Valley Institute, PSRP, Briefing 11,
- Willame, J.C. (1997). « Banyarwanda et Banyamulenge : violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu », In *Cahiers africains*, Vol 6, n°2, L'Harmattan, Paris.